



PressMob

Édition écrite

Vol. 7, No 5

www.groupmobilisation.com

26 Septembre 2026

Le coût de la Vie

Jacques Benoit,
Corédacteur du [Plan de la DUC](#).



(Image générée par IA)

Nous arrivons à la dernière semaine de 39 jours d'une longue campagne électorale, un déferlement quotidien d'émissions télé et radio, de reportages, de nouvelles, de panels d'experts plus ou moins partisans, répétés sur au moins deux chaînes d'information continue francophones et les médias sociaux, sans oublier les porte-à-porte et les publicités électorales. Après tout ça, qu'avons-nous appris ?

Quatre partis sur cinq (c'est beaucoup !) se sont fendus sur la nécessité et la manière de couper dans l'État et nos services publics (à la hache ou au scalpel, mais un gros scalpel !), sous prétexte d'efficacité, d'efficience et

d'utilisation de plus de privé qui « coûte moins cher », passant sous silence que les scandales et fiascos financiers qu'ils dénoncent (Northvolt, SAAQclic, Dossier santé numérique, etc.) étaient le fait de contrats au privé¹. Et tout ça, pour assurer la nécessaire stabilité politique et sociale si chère au développement de l'économie privée.

Tout ce beau monde politique et médiatique a causé en long et en large de tout et de rien, de l'ensemble au détail, mais des changements climatiques ? Euh... À peine nommés du bout des lèvres, les rares échanges sur le sujet ont duré, en moyenne, trois minutes et demie, tournant autour, sans

jamais débattre ni de l'aggravation de la situation ni des impacts de plus en plus nombreux et violents qui en découlent, tant ici qu'ailleurs sur la planète, et donc, sans jamais faire le constat de l'urgence climatique toujours grandissante. On a plutôt discoursé sur la pertinence de rouvrir le dossier des gaz de schiste, en cette époque trumpienne, pour développer l'autonomie du Québec... Un Québec déjà tellement autonome que la plateforme environnement du Parti Québécois le sépare presque de la planète :

« Notre modèle de développement, qui a permis d'améliorer nos conditions de vie, exerce aujourd'hui une pression sur les ressources, au point de **contribuer au dépassement, au Québec, de trois des neuf limites jugées sécuritaires pour la planète** : le changement climatique, l'eutrophisation en milieu marin et l'utilisation de l'eau douce. »²

Quel intérêt d'écrire une telle chose plutôt que [sept des neuf « limites planétaires » sont franchies](#),³ comme rapporté il y a un an, sinon que ça aurait changé la donne à tous les niveaux, et qu'il vaut mieux ne pas inquiéter les gens, et faire dévier le débat sur des questions « plus importantes ».

Aux portes de Radio-Canada, mercredi dernier, il y avait des cohortes de partisan.e.s venues accueillir chacune leurs chef-fe-s. Pas un journaliste n'a rappelé qu'il y a huit ans, [le 13 septembre 2018, au débat des chefs, des groupes communautaires, syndicaux et environnementaux s'étaient donné rendez-vous devant Radio-Canada sur René-Lévesque](#) pour rappeler fortement aux candidat.e.s qui s'apprêtaient à débattre de ne pas ignorer l'urgence climatique. Les chefs du Parti Québécois et de Québec Solidaire étaient sortis de l'immeuble pour venir signer la [Déclaration d'Urgence climatique \(DUC\)](#), et le chef du Parti Vert, même si non invité au débat, en avait fait autant.

Huit ans plus tard, l'urgence climatique ne fait plus partie des débats, pas même un mot de la part de ceux qui avaient signé la DUC en 2018 ⁴. Pour toutes ces personnes, l'urgence semble avoir disparu ou s'être réglée toute seule. On préfère causer de choses concrètes, qui touchent les gens au quotidien. Et pourtant...

Ces changements climatiques vont bouleverser tous les dossiers : santé et services sociaux, éducation, logement, économie, agriculture, environnement, énergie, infrastructures, etc., et, bien sûr, la si importante stabilité économique ! Et c'est déjà commencé.

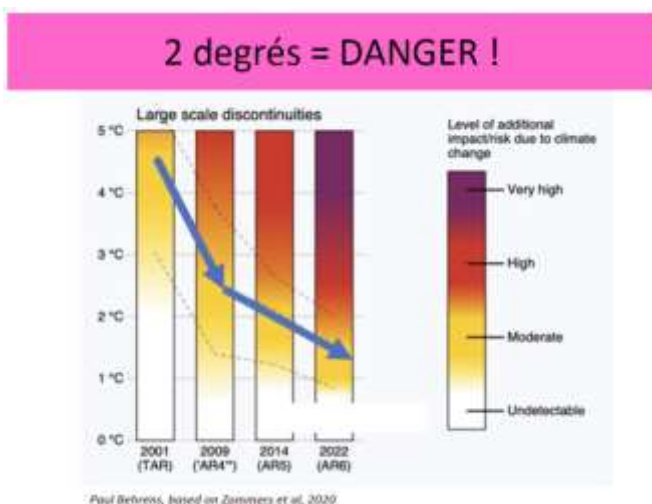
« Je me souviens... »

- **2019** : « Au Québec, 9 070 résidences de 310 municipalités furent inondées dans cinq zones principales, dont la région de Montréal, et 3 458 furent isolées à cause des glissements de terrain et des 760 routes submergées, faisant quelque 13 500 sinistrés. »⁵

- **2020** : « Les pluies de mai à juillet les moins importantes en plus de 100 ans maintiennent un état de sécheresse d'anormal à grave au sud de la province ; juillet, le mois le plus chaud en 100 ans au Québec; le Noël le plus pluvieux en 100 ans; la canicule du 26 au 29 mai : une rare canicule de quatre jours en mai; sept tornades et deux restes d'ouragans ; etc. »⁶
- **2021** : Le MELCCFP ⁷ écrit « Le Québec connaît sa deuxième année la plus chaude et abrite le point le plus anormalement chaud sur Terre ». Un dôme de chaleur à 49,5 °C au-dessus de la Colombie-Britannique [fait brûler la petite municipalité de Lytton](#). Le climatologue et ancien v.-p. du GIEC, [Martin Beniston, déclare](#) que ce dôme de chaleur faisait partie des pires scénarios du GIEC il y a une dizaine d'années (vers 2010). Mais ce genre d'extrême était prévu... pour la deuxième moitié du XXIe siècle ! On n'en a pas encore franchi le quart !
- **2022** : [un derecho](#), tempête de vent (tornades, grêle, vents violents) s'étend sur plus de 1000 km du sud de l'Ontario jusqu'au Québec, avec des dégâts causés : arbres arrachés, tombés sur les maisons, les autos, les lignes électriques coupées, etc. Sophie Brochu, PDG d'Hydro-Québec, dit que c'est le pire désastre depuis le verglas.
- **2023** : 13 millions d'hectares de forêt dans l'Ouest et dans le Nord du Québec brûlent, et la fumée vient s'installer plusieurs jours sur les régions du Sud, au point où la Santé publique recommande de ne pas sortir à l'extérieur, sauf urgence, et de garder les fenêtres fermées. Legault dit : « On va être obligé de laisser brûler Clova ». [Les émissions de CO₂ atteignent plus de 1063 Mt](#), soit 1 fois et demie les émissions humaines annuelles du Canada et environ 13 fois les émissions annuelles du Québec. Catherine Potvin, professeur au département de biologie de l'Université McGill, déclare : « [On peut même pas dire: c'est minuit moins une, là. C'est minuit plus quinze!...](#) »
- **2024** : [Le Bureau de l'Assurance du Canada \(BAC\) estime les dommages assurés](#) liés aux catastrophes climatiques en 2024 à au moins 8,5 G\$, dont 3 G\$ pour une tempête de grêle (!) à Calgary au mois d'août, 990 M\$ en juillet pour des inondations dans la région du Grand Toronto, et 2,7 G\$ au Québec, au mois d'août, pour avoir essuyé la queue de l'ouragan Debby. Et ça ne compte pas les dommages non assurés !
- **2025** : [Le BAC publie](#) qu'à la fin mars, une tempête de verglas en Ontario et au Québec a occasionné 490 M\$ de dommages assurés, que 9 des 10 années les plus coûteuses pour les assureurs ont eu lieu dans les années 2000, dont 6 depuis 2020.

- **2026** : des incendies de forêt ravagent l'Europe; le nombre de jours de plus de 30 °C en France est passé de 22 en 2003, à 33 en 2022, et à 52 en 2026. Au Québec, la Financière agricole, l'assurance-récolte qui avait reçu, de 2013 à 2017, en moyenne, 376 avis de dommages, en 2018, en avait reçu 2080, mais cette année, en a reçu 3900 pour couvrir les dégâts des sécheresses et des tempêtes de vent, de grêle et de pluies torrentielles qui ont inondé les champs. Par exemple, en juin, en Montérégie Ouest : 187 mm de pluie sont tombés en quelques heures ; plus de 6 pouces d'eau dans des champs, qui ne s'écoulaient pas, les cours d'eau débordaient, ça a pris des jours avant que l'eau ne se retire. Les cultures noyées ont été perdues.

Réchauffement et impacts : des vases communicants



L'avancement des connaissances scientifiques nous apprend que l'augmentation de 2 °C, telle que décrite dans l'Accord de Paris comme la limite à ne pas franchir pour nous prémunir des dangers, représente maintenant un danger. La limite à ne pas dépasser pour éviter d'être en danger est une augmentation de 1,5 °C... et nous y sommes ! C'est pourquoi chaque dixième de degré d'augmentation compte parce qu'il augmente d'autant les impacts du réchauffement.

Or, [2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée sur Terre](#), dépassant pour la première fois le seuil de 1,5 °C. Les 11 dernières années (incluant 2025) ont constitué la série des 11 années les plus chaudes observées dans l'histoire, 2025 s'est classée au troisième rang des plus chaudes, 2023-24-25, étant le trio des plus chaudes. On s'attend à ce que 2026 remplace l'une des années du trio. Et [l'Organisation météorologique mondiale de l'ONU \(OMM\)](#) a alerté en début septembre sur l'épisode actuel d'El Niño⁸ qui pourrait être « le plus puissant » observé depuis le début des mesures du phénomène climatique il y a quatre décennies.

Un mot sur nos infrastructures⁹ (immeubles, routes, ponts, aqueducs, systèmes d'égout, etc.) : on a tellement préféré le

« déficit 0 » au déficit d'entretien que le retard pris dans leur maintien fait en sorte que leur rénovation urgente, que réclament entre autres les municipalités, se complique maintenant d'extrêmes météo qui les mettent à mal, [obligeant à relever les normes de leur construction et rénovation](#), sans en garantir l'efficacité dans ce qui vient.

Tous ces faits ne semblent pas suffisants pour que les partis s'y attardent dans leurs programmes, leurs plateformes et leurs débats.

La science encore une fois ignorée

Le 3 septembre, Environnement et changement climatique Canada publiait le [Rapport sur le climat changeant du Canada 2026](#), une évaluation scientifique exhaustive des changements climatiques au Canada réalisée par plus d'une centaine d'universitaires et d'experts, un rapport d'environ 1500 pages. On y apprend que :

- Le Canada atteindra environ 2,7 °C plus chaud dans les deux prochaines décennies, quelles que soient les mesures prises pour réduire les émissions mondiales durant cette période ;
- Même le meilleur scénario le plus optimiste nécessite une planification pour des décennies à venir de feux de forêt, de sécheresse, de tempêtes et de dommages qui s'aggravent en raison d'un climat extrême.
- Plusieurs des changements provoqués par le réchauffement planétaire sont maintenant irréversibles.
- Les coûts pour l'économie canadienne des changements climatiques s'élèveront à des centaines de milliards de dollars par an d'ici la fin du siècle.

Le 8 septembre, le [Collectif de scientifiques pour l'action environnementale du Québec \(Collectif SAEQ\)](#) exprimait dans un mémoire¹⁰ adressé aux partis en lice aux élections leurs inquiétudes par rapport à l'état de situation du climat, de l'environnement et de la biodiversité, et de l'action-inaction des gouvernements. On peut lire :

« Dans la mouvance du consensus québécois en environnement, signé par quatre des cinq principaux partis politiques, nous souhaitons rappeler que le climat, la pollution, les catastrophes naturelles et la dégradation des écosystèmes sont des réalités physiques qui affectent et concernent les gens de toutes les allégeances politiques et de toutes les régions. Il ne s'agit donc pas de questions idéologiques. Les conséquences sont concrètes sur la santé, la sécurité et le bien-être des populations, sur la survie des écosystèmes, mais aussi sur le coût de la vie et les finances publiques. Protéger les écosystèmes, limiter le

réchauffement du climat et s'adapter aux impacts qui en découlent est donc une question de justice sociale, intergénérationnelle et interrégionale, voire un enjeu de sécurité publique. »

A-t-on entendu parler une seule fois de l'une de ces publications pendant les quatre émissions de télé ? De mauvaises langues diraient que le rapport fédéral venait d'un autre pays, et que le Québec est une société distincte !....

Cependant, ne jetons pas toutes les pierres aux politicien.ne.s : gardons-en pour les journalistes qui ont animé ces émissions et qui n'ont même pas soulevé la question, probablement parce que ce n'était pas dans les préoccupations *mainstream* ! Les cotes d'écoute et les *like* priment sur l'information nécessaire¹¹!...

Tous ces partis veulent nous gouverner pour les quatre prochaines années, quatre années où le réchauffement climatique va encore augmenter, ses effets s'aggraver, avec des impacts sanitaires, économiques, sociaux et environnementaux plus nombreux et plus intenses, qui vont

faire de plus en plus mal à la population. Et ça se poursuivra de mal en pis pendant des décennies.

Le climatologue français Christophe Cassou disait cet été: **« SI ON VEUT ÊTRE HONNÊTE, IL FAUT CHOISIR DÈS MAINTENANT CE QU'ON PROTÈGE, CE QU'ON ABANDONNE ET CE QU'ON SACRIFIE. »**

Les changements climatiques mettent en danger la Vie, la nôtre et celle de la biodiversité animale et végétale dont nous avons absolument besoin pour vivre.

La campagne électorale aurait dû servir à **informer, éduquer, expliquer à toute la population l'état d'urgence climatique** qui va s'aggraver dans les quatre prochaines années, afin de la préparer et de la mobiliser pour les changements profonds et radicaux qui s'imposeront.

En lieu et place, on nous l'aura plutôt joué sur le coût de la vie comme d'un pouvoir d'achat, ce que ça coûte pour manger, se loger, s'habiller, se déplacer, etc.

Mais sur le coût de la VIE... pas un mot !

¹ « Coûts de certaines procédures médicales dans le privé et le public: mise au point », IRIS, 25 avril 2023 <https://iris-recherche.qc.ca/bloque/sante/couts-privé-public-mise-au-point/>

² Le plan environnement du Parti Québécois 2026-2034, p.7 https://pq.org/wp-content/uploads/2026/08/PQ-plateforme-enviro-V_FINALE.pdf

³ Les neuf limites planétaires sont : changement climatique, pollution chimique, diminution de la couche d'ozone stratosphérique, aérosols atmosphériques, acidification des océans, perturbation des cycles biochimiques, ressources en eau, changement d'affectation des terres, intégrité de la biosphère.

⁴ La plateforme environnement du Parti Québécois, dont PSPP répète qu'elle aurait été « encensée par tous les groupes », ce qui est totalement faux, mentionne le mot « climatique » à 57 reprises, le mot « climat » à 5 reprises, mais « urgence climatique » n'y apparaît même pas une seule fois. Pourtant, le chef actuel du PQ était candidat dans Prévost quand son parti a signé la Déclaration d'urgence climatique en 2018. Quant à Québec Solidaire, ils semblent préférer parler de transports collectifs, sans vraiment expliquer pourquoi, et affirmer que les énergies fossiles sont du passé... comme si c'était une raison fondamentale pour les abandonner. À ce compte-là, par rapport aux ordinateurs, on devrait abandonner les crayons à mine...

⁵ « Inondations printanières de 2019 en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick », Wikipedia https://fr.wikipedia.org/wiki/Inondations_printani%C3%A8res_de_2019_en_Ontario,_au_Qu%C3%A9bec_et_au_Nouveau-Brunswick

⁶ « Faits saillants 2020 », Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs <https://www.environnement.gouv.qc.ca/climat/Faits-saillants/2020/bilan.htm>

⁷ « Faits saillants 2021 », Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs <https://www.environnement.gouv.qc.ca/climat/Faits-saillants/2021/bilan.htm>

⁸ « El Niño est un phénomène océanographique cyclique pseudo-périodique qui se manifeste certaines années (tous les deux à sept ans). Il se distingue par une hausse des températures de l'eau au-delà de la moyenne dans la zone orientale du Pacifique sud. » (Wikipedia) Pour suivre les récents développements du phénomène, voir ces graphiques: <https://www.columbia.edu/~jeh1/Data/ElNino-LaNina/>.

⁹ « Comment les infrastructures sont-elles affectées par les changements climatiques? », Ouranos <https://www.ouranos.ca/fr/economie-infrastructures/infrastructures-impacts>

¹⁰ « L'heure des choix pour le Québec face à l'urgence climatique et environnementale : les scientifiques demandent des actions », p. 4 https://csaeq.ca/client/images/memoire_electoral_2026.pdf

¹¹ « Climat : la supermajorité qui s'ignore - Une large majorité de citoyens — sur l'ensemble du spectre politique — veulent que le prochain gouvernement en fasse plus pour le climat. L'offre politique ne suit pas. Voici pourquoi. ». Karel Mayrand, L'Actualité, 16 septembre 2026. <https://lactualite.com/politique/climat-la-supermajorite-qui-signore/>